

Le jeu produit essentiel ? *Panem et circenses* Du pain et des jeux !

Jean-Pierre G. MARTIGNONI-HUTIN jr.

Sociologue (Université Lumière, Centre Max Weber Lyon 2, ISH)

Décembre 2020

Introduction

Dans les multiples débats qui agitent notre société, consécutifs à la grave situation économique et sanitaire dans laquelle elle est plongée, celui de savoir quels sont *les produits ou services essentiels* a tenu une grande place ces dernières semaines, avec parfois des titres humoristiques qui ont fait la une de certaines gazettes : « *Produits non essentiels dans les supermarchés : comme si c'était dangereux d'acheter des slips* » (*la république des Pyrénées Nina Dworianyn du 4/11*) D'autres journaux se contentant de poser sobrement la question : « *Confinement : qu'est-ce qu'un produit dit essentiel ?* (A. Charlotte Dusseaulx, JDD du 3/11)

Face au tollé qu'a suscité chez les commerçants certaines décisions gouvernementales sur cette question, l'État - bien qu'il n'existe aucune définition officielle - a tranché arbitrairement et subjectivement en publiant une liste : « *Confinement : le gouvernement publie la liste des produits autorisés : l'interdiction des produits non essentiels doit prendre effet* (20mn/AFP du 3/II) Plus prudent sur ce dossier que sur des affaires plus personnelles l(*) Alain GRISSET, le ministre des petites et moyennes entreprises a préféré utilisé le terme *produits de première nécessité*, expression « *moins blessante* » selon lui à l'égard des entreprises victimes d'une fermeture forcée. » (public sénat du 2/II)

S'il y a - en apparence - un produit/service qui n'apparaît pas essentiel et/ou de première nécessité ce sont bien les jeux de hasard et d'argent (JHA). Ce sera tout l'objet de cette contribution de suggérer au contraire (*au moment où Jean Castex s'interroge tardivement sur la réouverture des casinos et clubs de jeu (**)* et que les « *invisibles de la République(***)* et des « *casinos fermés et des communes privées des revenus du jeu* » (****) se font entendre) que sociologiquement l'affaire apparaît plus complexe et que **la célèbre sentence latine *Panem et circenses - Du Pain et des Jeux - peut se transformer en maxime à valeur intemporelle pour la vie en société.***

(*) Selon *Le Monde* et *le Canard enchaîné* le ministre des PME est sous le coup d'enquêtes préliminaires pour déclaration incomplète de patrimoine à la HATVP (haute autorité pour la transparence de la vie publique) il avait omis un PEA de 180 000 euros (*Le canard enchaîné* n° 5521 du 2/12/2020 page 2 : « *Le ministre des PME refuse de plier boutique* »)

(**) « *La réouverture des casinos le 15/12 en discussion* » (*lavoixdunord.fr/AFP/lescasinos.org* du 26/II)

(***)« *Oubliés, méprisés, sacrifiés - Salariés de casinos et clubs de jeux : les invisibles de la République* » : Communiqué de la FEC-FO - Section fédérale Casinos et Cercles de Jeux syndicat FO 25/II/2020 employés et cadres (confer annexe 8)

(****) « *confinement : des casinos fermés et des communes privées du revenu du jeu* » (*les casinos.org* du 3/12, *Le Parisien* Esteban Pinel)

Les Français - même s'ils ne sont pas *Gilets Jaunes* - savent depuis des lustres ce que sont les produits essentiels.... quand ils remplissent leur caddie avec leur *reste à vivre*

Avant d'entrer dans le vif du sujet, précisons la chose suivante concernant ces fameux produits essentiels et/ou de première nécessité. A un premier niveau nous pourrions facilement ruer dans les brancards du gouvernement *Parisien* en lui indiquant une fois de plus - après la longue crise sociale et culturelle des *Gilets Jaunes* - qu'il est hors sol et peu au fait de la vie réelle des Français en *Province*. Il y a bien longtemps déjà - voire depuis toujours pour les plus démunis - que nos concitoyens savent pertinemment ce qu'est un produit essentiel. Ils arbitrent quotidiennement pour éliminer de leurs caddies les denrées non essentielles, afin de *pouvoir payer* quand ils *passent à la caisse* d'un supermarché LISAC (1) - nos GAFA (2) nationaux en matière de grandes surfaces - ou pour *tenir le mois sans être dans le rouge*, avec le peu d'argent dont ils disposent quand ils ont réglé les *dépenses contraintes*, ce que les banques nomment - cela fait sens - *le reste à vivre*.

Naturellement, ce choix détestable de la paupérisation moderne d'avoir à *faire des sacrifices* en permanence, concernent de nombreux produits et services pas seulement l'alimentation. Avoir à reporter - voire annuler *ad vitam æternam* - l'achat d'une paire de chaussures ou d'une coupe chez un coiffeur, n'est pas anodin pour les personnes concernées. D'autant que souvent, cette non consommation récurrente se cumule à d'autres renoncements aux conséquences parfois dramatiques - sur la santé, le bien-être et la *présentation de soi* - comme par exemple le fait de *ne pas pouvoir se soigner les dents*.

Ces français qui ne peuvent plus sourire ! appelés les « sans dents par un ancien président socialiste de la République

Ce « *petit* » *drame personnel* de la dentition - dont on ne parle jamais, dont on n'ose pas parler, dont on a honte de parler - concerne pourtant des milliers (des millions ?) de personnes et constitue en réalité un « *grand* » *drame social* . Il n'intéresse guère les politiques, sauf parfois pour s'en moquer. Chacun se souvient qu'un ancien président de la république - l'affaire avait fait grand bruit - a eu l'outrecuidance et l'indélicatesse de les nommer *les sans dents*, dans des conversations ordinaires privées... qui trahissent souvent la pensée. Si François Hollande a cru ensuite pouvoir se justifier dans « *Un Président ne devrait pas dire ça* » (3) les précisions données par son ancienne épouse bafouée dans son ouvrage *Merci pour ce moment* (4) - et dans certaines interviews - ont souligné « *qu'il l'avait bien dit* » (voir annexe 1) et ont confirmé la véracité méprisante ethnocentrée des propos présidentiels, pour qualifier ces français qui « *perdent plus de dents que leurs voisins européens* » (5) *ces français qui ne peuvent plus sourire*, car ils se retrouvent sans dents ou avec des dents pourries, faute d'avoir pu les soigner à temps à cause : de l'incurie historique des politiques incapables de combattre ce « *mal français* »(6) très ancien ; des assurances et complémentaires santé ; de « *l'appétit* » financier de la *doxa des dentistes*, malgré une prise de conscience récente... qui rend cependant dubitatif certains observateurs. Voir en annexe 2 l'article de Romain Scotto ("*Prothèses Macron*": *la fin des sans-dents, vraiment? : L'introduction du reste à charge zéro vise à universaliser l'accès aux soins dentaires. Beaucoup restent dubitatifs* » l'Express, 30/II/2018) qui commence avec humour de la plus belle des manières : « *Quel est le jeu de hasard préféré des dentistes ? la roulette !* » Extraits : « *En France, soigner ses dents n'est pas à la portée de tous, puisqu'un assuré sur six y renonce, selon les statistiques de l'Assurance maladie. La pose de prothèses est, pour beaucoup, devenue un luxe. Faiblement rémunérés pour les soins de base, dits préventifs (détartrages, caries, etc.), les professionnels ont progressivement concentré leur activité sur ces prothèses, plus rémunératrices, notamment lorsqu'elles sont synonymes de dépassements d'honoraires* ». (7)

BAUDRILLARD, PEREC et l'utilité sociale des « Choses » (produits, biens, services...) de la société de consommation

Sociologiquement dire qu'un produit, service, commerce... n'est pas essentiel apparaît absurde. Nous aimerions donner notre point de vue sur cette question même si - malgré leurs multiples imperfections subjectivités, réductions - un certain nombre de choses intéressantes ont été dites sur les chaînes d'information en continue. Un intervenant insistant sur l'importance des coiffeurs, un autre sur le rôle culturel des libraires, de nombreux autres témoignages soulignant les fonctions sociales (et pas seulement alimentaires) des marchés, cafés , bars , restaurants, boulangers, épiciers... et d'une multitude d'autres activités ordinaires..... Mais nous avons aussi entendu sur ces mêmes chaînes - pour ne citer qu'un exemple - un médecin hors sol de la *doxa* - chenu et mal coiffé (sic) - affirmé péremptoirement pour justifier catégoriquement la fermeture des coiffeurs que pour les jeunes le coiffeur n'était pas important , qu'il n'y allaient jamais et qu'on trouvait surtout des seniors dans les salons.

S'intéresser sur l'essentialité des objets et services s'avère aussi vain que de vouloir dresser la liste des *professions utiles*, et d'affirmer dans la foulée - pour prendre *le plus vieux métier du monde* - que les *travailleuses du sexe* ne seraient pas essentielles. Pour rester sur ce registre, le boom qu'ont connu les deux sites pornographiques leaders pendant le confinement (souligné par le Canard Enchaîné dans un article forcément drôle « *Porno, vibro, dodo* » : *démasqués les profiteurs du covid* » (8)) interroge sur ce qui est vital dans l'existence d'un individu et/ou nécessaire pour le bon fonctionnement de la société. Plus largement cela inviterait à hiérarchiser les milliers d'objets (et services) qu'offre notre civilisation sur *une échelle de l'utilité*, pour affirmer ensuite qu'un grand nombre d'entre eux seraient superflus, voire inutiles notamment comme par hasard *ceux qu'on ne consomme pas personnellement*.

Même le sociologue Jean BAUDRILLARD (1929-2007) qui dans les années 70 (*poursuivant la réflexion de Georges PEREC dans son célèbre ouvrage Les Choses sorti en 1965 (voir note 9 et annexe 3)*) pourfend la *société de consommation* (10) à cause de son abondance parfois outrancière, montre bien dans ses descriptions - acides mais hautes en couleur - des mœurs et consommations contemporaines, que les produits qui nous entourent - y compris un objet aussi superflu que le gadget - ont tous finalement une *fonction utilitaire, symbolique ou ludique* et que les espaces où ils sont commercialisés (du Drugstore au plus grande centre commercial d'Europe de l'époque Parly 2) ont tous *une fonction sociale*.

Le professeur Jacob Peter MAYER (1903, 1992) (*fondateur du Centre de recherche de TOCQUEVILLE à l'Université de Reading*) qui a préfacé cet ouvrage du philosophe « *qui fait toujours penser* » (11) (*cette belle formule sur BAUDRILLARD est de Frédéric Joingnot - journaliste, essayiste et romancier - dans le Monde en 2017*) indique que dans son livre *Le système des objets* (12) BAUDRILLARD précise : « *il faut poser clairement dès le début que la consommation est un mode actif de relation, non seulement aux objets mais à la collectivité et au monde* (13), (...) soulignant **bien l'utilité sociale de tous les biens et services et en ce sens leur caractère sociologiquement essentiel.**

Du point de vue des sciences sociales - sciences de l'homme et de la société - dire qu'un produit, un service, une activité commerciale ou artisanale n'est pas essentiel apparaît donc réducteur. Sociologiquement tout ruisselle, tout se tient, tout interagit. Confinement, couvre-feu, fermeture de certains commerces ont bien montré à quel point il est artificiel de compartimenter tout ce qui fait *le foisonnement du social*. Certes face à la complexité d'une situation dramatique inédite, rien ne saurait être reproché au gouvernement (*si ce n'est de se faire mener par le bout de nez par la doxa médicale et peu ou prou de se soumettre à son autorité*)

Suggérons lui simplement de se faire un peu sociologue et pas uniquement médecin, économiste. L'homme cet *animal social* ne peut que rester social. A trop vouloir sortir le sujet contemporain du social (pour un mois reconductible !) on tombe forcément dans l'impasse de la fausse dichotomie entre *individu et société*.

Pendant la guerre la loterie continue , les courses hippiques également...sauf pendant les bombardements

Faisons quelques commentaires historiques pour montrer que cette question de l'essentialité des produits et services est ancienne. Contre toute attente nous trouvons à plusieurs occasions dans la somme que représentent les mémoires de Goebbels (15) trace de discussions qu'il a eu avec le dictateur sanguinaire pour savoir si tel produit (par exemple le tabac) ou tel divertissement (par exemple le cinéma, le cabaret) étaient essentiels, au moment où le sinistre ministre de la propagande nazie prônait *la guerre totale* et cherchait à exclure de la vie publique, tout ce qui n'était pas essentiel à l'économie de guerre et à la poursuite du génocide.

Toujours à cette époque mais en France, les historiens nous rappellent que les loteries et les courses hippiques n'ont jamais cessé pendant le dernier conflit. Pendant la Seconde Guerre mondiale la Loterie Nationale ne s'interrompt que quelques mois début 40, et en 1944 pendant la libération de Paris. La dimension des billets fut juste réduite en raison des pénuries de papier. Les tirages - mensuels, puis hebdomadaires en 1943 - se poursuivront salle Pleyel à Paris et la Loterie nationale transférée à Vichy traversera toute l'Occupation, parfois de manière rocambolesque. Les paris hippiques également - c'est peu connu des turfistes - perdureront pendant toute la durée des hostilités sauf pendant les bombardements. Un rapport du Directeur général de la Police municipale nous apprend ce qu'il s'est passé le 4 Avril 1943 sur l'hippodrome de Longchamp. Chaque année, le premier Dimanche d'Avril à lieu la réouverture de ce champ de courses situé au Bois de Boulogne. Ce jour-là il *y avait* (ces chiffres feraient rêver les dirigeants actuels du PMU qui cherchent à féminiser leur clientèle depuis des lustres et à attirer plus de monde sur les hippodromes) 24 600 spectateurs à Longchamp ! 5000 hommes et 2000 femmes au *pesage*, 3600 hommes et femmes au *pavillon*, 14000 hommes et femmes sur la *pelouse*) "*L'alerte - précise le rapport de police - a été donnée le dimanche 4 avril 1943 à 14 heures 16 au champ de courses de Longchamp; les batteries de DCA installées sur le champ de courses étaient déjà en action*". "*40 blessés et 7 morts ont été ramenés à l'infirmerie* " Et le Directeur général de la Police de conclure - ça paraît incroyable vu de nos jours - : "*la fin d'alerte a été donnée à 15 heures 18*" , *la situation redevenant normale et tout danger étant écarté, la reprise des courses a eu lieu* «. !!

Certes nous ne sommes pas en guerre (quoique le Président a affirmé le contraire dès le début de la pandémie) mais ces événements méritent d'être narrés. Ils soulignent que selon les époques et les événements la représentation qu'on a de l'essentialité des activités évolue fortement.

Choix gouvernementaux : Loteries produits essentiels ouverts, casinos et clubs de jeu fermés : l'alibi sanitaire

La liaison sera facile à faire avec les JHA contemporains. S'il y a en apparence un produit/service qui n'apparaît pas de première nécessité, ce sont bien les jeux d'argent. Ce qui n'a pas empêché le gouvernement - dans une belle contradiction - de permettre aux tabacs presse... FRANCAISE DES JEUX, de poursuivre leur activité et à la FDJ de continuer à commercialiser ses produits, au grand dam des casinotiers et des clubs de jeu parisiens qui ont fermé boutique de longs mois et restent clos au moment où nous rédigeons ces lignes. Ne parlons

même pas des conséquences de la fermeture des casinos sur les communes « *qui enregistrent des pertes sérieuses* » (note 16 et annexe 5) Récemment les députés Didier QUENTIN (note 17 et annexe 6) et Sandrine JOSSO (18) sont intervenus sur cette question et on ne compte plus les titres de la presse régionale soulignant l'impact sur les budgets communaux de la prohibition des casinos, par exemple à Divonne : « *LE CONFINEMENT ET LA CRISE SANITAIRE AURONT UN IMPACT NON NEGLIGEABLE SUR LES FINANCES DE LA COMMUNE. UN IMPACT LIE A SON STATUT TOURISTIQUE ET A SON LIEN FORT AVEC LE CASINO* » (16/07/2020 FRANÇOISE PELLATON, L'ESSOR SAVOYARD)

L'alibi sanitaire ne tient pas la route. Pour qui fréquente ces revendeurs officiels de la FDJ que sont les bars tabacs, *et pas seulement celui de la rue Clichy ou celui de la rue des Martyrs (18)*, il est facile d'observer que même d'un point de vue strictement sanitaire, le fait que les PDV FDJ restent ouverts pose question. Des queues - composées de clients de l'opérateur de loteries soucieux de valider leur bulletin de Loto, de Kéno... ou d'acheter des jeux de grattage - se forment chaque matin devant les 24 000 marchands de journaux. Comme ces espaces font souvent aussi office de *civettes* repérables par leur célèbre *carotte* (I9) et sont également désormais des annexes du PMU, *ça fait du monde*. Nonobstant l'exiguïté des lieux et le fait qu'une forte proportion de joueurs sont des seniors - parfois très vieux, très lents et qui stagnent de nombreuses minutes avec des masques plus ou moins ajustés ! - nous avons là des clusters en puissance. Exagération complotiste, FDJ bashing ? Pas sûr. En mars AMIGO a été suspendu (ce qui n'a pas été sans conséquence financière pour le FDJ. (20)) pour éviter le stationnement des joueurs devant les écrans dans ces endroits confinés (sic) que sont les PDV FDJ (21) L'ex RAPIDO - prohibé en 2013 par la doxa du jeu pathologie maladie et quelques parlementaires - a été remis en place le 8 juin dans un parcours sanitaire sécurisé (22)

Jérôme SALOMON n'est pas sociologue...et encore moins psychologue, il est directeur général de la santé à Paris !

Mais globalement nous voyons bien que les jeux de hasard -notamment les casinos - n'apparaissent pas comme un produit essentiel aux yeux du gouvernement. A nouveau le pouvoir a une vue politique, économique et sanitaire de la vie en société, rarement une vue sociologique. A cause de cette carence l'État a une vue sur tout mais il ne voit pas tout car il atomise la vie sociale. Du coup il est souvent aveugle sociologiquement. Car que montre le paradigme sociologique, qu'il n'y a pas d'un côté l'individu de l'autre la société. Ces deux entités sont intrinsèquement liées. Une société sans individus est une vue de l'esprit et *il n'y a pas d'individus en dehors du social*. Ceux qu'on dit asociaux, marginaux, hors de la société sont ceux qui dépendent le plus en réalité de la collectivité et *des autres*, quand ils tendent la main dans la rue pour glaner quelques pièces (souvent d'ailleurs ironie de l'histoire devant les bar/tabac/FDJ) ou quand ils sont pris en charge par la puissance publique ou des associations *pour le gîte et le couvert*

Le débat sur le caractère utile, essentiel des produits et services et des lieux où ils sont commercialisés a donc été - de notre point de vue - très mal posé par le gouvernement car bien évidemment - sociologiquement - tout est utile à la vie en commun. Derrière un achat ou un service *il y a un « lien »* (des interactions, des conversations, des rencontres, des échanges , des regards, une chaleur humaine...)qui prend parfois le pas sur le produit ou le service acheté. C'est vrai pour les commerces de proximité, mais ça l'est tout autant - voire davantage - pour la consommation de plaisirs, de divertissements, de fêtes, de jeux... en particulier ceux qui se déroulent dans les 200 casinos français. Nous supposons même que ce lien est encore plus important en période de pandémie (*ou les français prennent peur chaque soir quand il voit un Jérôme Salomon - curieusement souriant, bronzé, content de lui - annoncé des statistiques morbides qui défilent ensuite en boucle sur*

les écrans de télé) qu'en période « normale ». Le directeur général de la santé - vedette télévisuelle de cette pandémie - a bon dos de déclarer soudainement que le confinement peut entraîner des problèmes psychologiques, des suicides, un climat anxigène ... qu'il a lui-même largement contribué à véhiculer et à entretenir par sa longue et complaisante communication quotidienne mortifère.

Les directeurs de casino et la presse régionale ne sont pas hors sol, ils connaissent l'importance du lien social, ils sont proche des gens

Nous avons souvent montré dans nos études, articles, rapports de recherche à quel point les joueurs jouaient toujours *pour l'argent* mais aussi pour une multitude d'autres motivations *non essentielles*, et nous avons souvent décrit suite à de multiples *enquêtes de terrain* - en utilisant *la microsociologie goffmanienne* (23) - les nombreuses *interactions* observables dans les espaces de jeu notamment dans les casinos et les PMU/PMH : sociabilités, socialités éphémères, rassemblements convergents autour de l'activité ludique commune partagée, *plaisir de la conversation, gaieté populacière* (24) *brassage social et cosmopolite, drague parfois, les casinos sont des lieux de séduction ou l'on aime bien voir et se montrer dans les multiples activités proposée : jeux, restauration, boîte de nuit, bars, animations ...* Le directeur du Casino de Sanary-sur-Mer Gérald Russo le constate tous les jours ans son établissement. Son intervention dans Var Matin (*varmatin.com*, 22/10) *pour décrire l'importance des rapports humains et du divertissement, élément fédérateur au sein de la conjoncture actuelle* apparaît sociologiquement pertinente : « *on doit continuer à jouer, à se divertir et vivre malgré tout* » - Le titre de l'article de Var Matin également : « *Le jeu pour préserver le lien social* »

Panem et circenses - une maxime à valeur intemporelle pour comprendre la vie en société.

Alors *Du pain et des jeux* comme l'avait compris les empereurs romains il y a bien longtemps ? Certainement à condition de sortir cette sentence latine *célèbre Panem et circenses* (voir note 24 et annexe 5) de son contexte historique de la Rome antique - qui concernait les jeux de cirque - pour montrer que *cet aphorisme peut ainsi (par extraction, réinterprétation, extrapolation) se transformer en maxime à valeur intemporelle pour la vie en société.*

C'est Renzo TOSI (Docteur ès Lettres classiques Professeur de philologie grecque à l'Université de Bologne) dans la longue introduction(page 16 à 45) de son remarquable et impressionnant *Dictionnaire des sentences latines et grecques* (25) fort de 2286 proverbes, adages, apophtegme, sentences, maximes, aphorismes - qui nous a donné la clé intellectuelle (épistémologique, historique et philosophique) autorisant cette transformation. L'affaire est complexe et le lecteur ne pourra pas faire l'économie de la lecture de cette introduction s'il veut entrer dans cette complexité. Disons - pour faire simple mais c'est réducteur - la chose suivante. Si nous mettons en exergue dans cet article une sentence et pas n'importe laquelle - *Du pain et des jeux* - c'est dans le but de répondre à notre questionnement de départ pour savoir ce qui est essentiel en prenant justement une activité (le jeu et notamment les JHA) qui en apparence ne l'est pas. Nous tenions à souligner que cette expression apparemment simple dans sa brièveté apparaît en réalité riche de contenu. Elle est signifiante sociologiquement au-delà même des termes qui la composent strictement. En procédant ainsi nous avons tenté de suivre le pas des philosophes de la Grèce ancienne qui ont défini et distingué avec minutie proverbes, adages, apophtegme, sentences, maximes, aphorisme issues de la sagesse populaire accumulée, pour confier à « *ces formes brèves, elliptiques, d'une extraordinaire concision, la tâche de condenser principes et préceptes* » pour comprendre la vie des hommes en société, aider l'homme à vivre en

société, à gérer ses rapports avec autrui....(26)... dans une sorte de *morale existentielle positive* pleine de bons sens - vertueuse, lucide, complexe, profonde, aimable, joyeuse, réaliste et systématique - qui en outre n'avait rien de moraliste et demandait la participation du sujet - son extrême lucidité, sa capacité de discernement - non sa soumission.

Conclusion

Si le pain et les denrées de première nécessité notamment alimentaires sont premières et bien entendu indispensables à la vie selon l'adage latin célèbre *esse oportet ut vivas non vivere ut edas* (27) les produits et services qui relèvent du ludique (ici les jeux de hasard et d'argent) apparaissent malgré les apparences comme essentiels à la vie sociale, ce dont témoigne notamment leur perdurance historique dans toutes les cultures et ce qu'atteste la place non négligeable qu'ils occupent dans nos sociétés contemporaines malgré la propagande de la doxa du jeu pathologie maladie qui voudraient les transformer en problème de santé publique pour faire de l'argent. Si l'on ajoute aux jeux de hasard proprement dit et aux espaces consacrés au jeu tout ce qui concerne la fête, le divertissement (cinéma, danse, théâtre, concert...) l'Entertainment c'est une composante essentielle de la vie sociale et culturelle qui ne saurait être durablement confinée et interdites. Nous pouvons même subodorer que ce qui relève du ludique, du festif et de *l'être ensemble* sociétal s'avère encore plus important pour le bien être psychique et l'équilibre psychologique quand l'ambiance est délétère et la période troublée (*virus, DECAPITATION du professeur SAMUEL PATY le 16 Octobre 2020 par un islamofasciste, multiples attentats en France, à l'étranger (en Afghanistan. (note 28+ annexe 7). au Nigéria. (29)...) plus tout récemment attaque au couteau et tentative d'étranglement en Suisse fin novembre réalisé par une femme djihadiste (30), crime dont peu de médias français ont parlé*)

Ajoutons pour ne parler que des JHA, des casinos et des loteries que l'aventure ludique s'accompagne souvent de tout un cortège de croyances et de superstitions susceptibles de déclencher un cercle vertueux pour le *sujet* joueur dans ses jeux et dans sa vie, dans sa vie et dans ses jeux : « Le philosophe BERGSON faisait remarquer que lorsque nous sommes engagés dans les jeux de hasard, nous faisons spontanément surgir une espèce d'entité fantasmagorique, la veine, susceptible d'agir en notre faveur. Descartes était du même avis qui confiait à la princesse Élisabeth qu'il gagnait davantage au jeu lorsqu'il avait des sujets de joie que lorsqu'il avait de tristesse » (31)

Au final nous rejoindrons le constat du philosophe allemand d'Eugen FINK dans son ouvrage « *Le jeu comme symbole du monde* » (32) car jouer, c'est exister ; jouer c'est être ; et fondamentalement être (*sein*) c'est être avec (*mit sein*). En ce sens le jeu, par exemple dans un casino, ne constitue pas un repli sur soi égotiste (même si le jeu d'argent représente aussi un refuge apaisant dans un univers ludique connu en partie maîtrisé qui revient toujours au même mais qui est différent à chaque fois) il apparaît comme une ouverture vers des possibles et une ouverture *aux autres*.

**© j.p.georges. martignoni-hutin jr.sociologue, décembre 2020,
université lumière Lyon 2, ISH, Centre Max Weber(CMW)UMR 5283, équipe
TIPO, Lyon, FRANCE**

Notes :

1. L'acronyme LISAC désigne les quatre leader nationaux en matière de supermarché en fonction de leur part de marché respectivement E.

- Leclerc : 21,4% ; Intermarché : 13,9% ; Système U : 10,3% ; Auchan : 10,1% ; Carrefour : 9,8%
2. *L'acronyme GAFa désigne : Google, Apple, Facebook et Amazon.*
 3. *Gérard Davet Fabrice Lhomme : Un président ne devrait pas dire ça... : les secrets d'un quinquennat, (Stock, 2016) voir également annexe 1*
 4. *Valérie Trierweiler Merci pour ce moment (2014 , Les Arènes) voir également annexe 1*
 5. *« Les Français perdent plus de dents que leurs voisins : Manque d'hygiène, manque de surveillance, manque de moyens, manque de volonté politique : les dentistes tirent la sonnette d'alarme.(20/3/2013 le point, Anne jeanblanc)*
 6. *Dents: le mal français (LEXPRESS.fr, 5/4/2001)*
 7. *"Prothèses Macron": la fin des sans-dents, vraiment? :L'introduction du reste à charge zéro vise à universaliser l'accès aux soins dentaires. Beaucoup restent dubitatifs.(romain Scotto , l'express, 30/II/2018) voir l'article en annexe 2*
 8. *« Porno, vibro, dodo » : démasqués les profiteurs du covid « , le canard enchainé n°5217 , 4/II, page 3*
 9. *G. PEREC , Les Choses, 1965, Julliard. Voir annexe 3 un résumé du livre voir également Anne de Ruyg. Perec-Baudrillard : comment parler de la société de consommation ?. Baudrillard, cet attracteur intellectuel étrange, Le Bord de l'eau, pp.76--81, 2016. (hal-01638734) Administrateur Hal Nanterre <admin-hal@liste.parisnanterre.fr> 20 novembre 2017*
 10. *Jean Baudrillard la société de consommation (Denoël, 1970,318 pages)*
 11. *« Dix ans après sa mort, Baudrillard fait toujours penser : le philosophe a marqué son époque avec ses essais sur la société de consommation et la déréalisation du monde par le virtuel ». (Frédéric Joignot, le monde, 2 mars 2017)*
 12. *Jean Baudrillard Le système des objets (Gallimard 1968)*
 13. *Jacob Peter MAYER « avant-propos » (page13) de l'ouvrage de Jean Baudrillard la société de consommation (Denoël, 1970,318 pages)*
 14. *selon le titre du célèbre ouvrage de Michel CROZIER , La société bloquée, Paris, Seuil, 1970)*
 15. *Joseph GOEBBELS , journal, 4 tomes, éditions Tallandier (1923-1933 : 907 pages ; Tallandier 2006) (1933-1939 : 968 pages ; Tallandier 2007) (1939-1942 : 742 pages ; Tallandier 2009) (1943-1945 : 774 pages ; Tallandier 2005) Les éditions Tallandier ont souhaité que les bénéfices de la vente de cet ouvrage soient versés à la Fondation pour la Mémoire de la Shoa*
 16. *« Casinos : les communes enregistrent des pertes sérieuses »(clémence Villedieu. 9/6/2020 lagazettedescommunes.co)*
 17. *« Casinos : pour le député Didier Quentin, l'État doit compenser aux communes »(Ronan Chérel, 27/11/2020 sud-ouest.fr)*
 18. *« Confinement. La députée Sandrine Josso joue « cartes sur table » pour la réouverture des casinosIl y a deux casinos dans sa circonscription : La Baule et Pornichet. Sandrine Josso prône leur réouverture pour le 15 décembre »(ouest France , presse océan du 2/12).*

19. *Bar tabac de la rue Clichy* à Paris rendu célèbre par Jackie Quartz dans son tube *Mise au Point* sortie en 1990 , ou celui de la *rue des Martyrs* (« fréquenté » par le groupe rock Pigalle et François Hadji Lazaro (ex leader du groupe Garçons Bouchers) dans sa chanson canaille *Dans la salle du bar tabac de la rue des Martyrs* sortie la même année
20. Cet emblème - la carotte rouge - qui trône toujours au fronton des bureaux de tabac tire son origine des paquets vendus à l'époque où le tabac s'est popularisé en France, dans le courant du XVIIe siècle. Sous forme de feuilles séchées et torsadées, cette plante était conservée dans de petits rouleaux d'une forme qui rappelait celle de la carotte
21. La suspension d'Amigo - un jeu permanent (1 tirage toutes les 5 minutes toute la journée) pèsera sur les performances du groupe. Un mois d'un arrêt d'Amigo « peut être estimé à environ 17 millions d'euros sur le CA et à près de 10 millions d'euros sur le résultat d'exploitation » (*Le coronavirus va «significativement affecter» la Française des jeux : suspension d'« Amigo », le confinement, et l'absence de paris sportifs pèsent sur les performances du groupe.*(parisien avec AFP, 20 mars 2020)
22. (La Française des jeux touchée par les retombées du coronavirus le monde, Louisa benchabane , 20 mars 2020)
23. (information FDJ relative au covid 19, site internet de la FDJ, 2020)
24. Erving Goffman (1922-1982) sociologue américain d'origine canadienne est avec Howard Becker (un autre sociologue américain qui a actuellement 92 ans) l'un des principaux représentants de la deuxième l'École de Chicago
25. Expressions utilisées par Léon Paul FARGUE - poète journaliste - dont les « Œuvres complètes » viennent d'être publiées aux Éditions du Sandre(Chroniques parisiennes :1934-1947, 744 pages) et rapportées par le Canard Enchaîné : « *En marche mais en verve : dans « l'esprit de Paris », le poète et journaliste Léon Paul Fargue démontre qu'il faut aussi un écrivain capital* » (le canard enchaîné n° 5221 ,2/12/2020 page 6)
26. *Panem et circenses* (littéralement « pain et jeux du cirque », souvent traduite par « Du pain et des jeux ») expression latine utilisée dans la Rome antique. L'aphorisme dénonce l'usage délibéré fait par les empereurs romains de distributions de pain et d'organisation de jeux et de combats pour s'attirer sa bienveillance L'expression est tirée de la Satire X du poète latin JUVENAL qui lui donne un sens satirique et péjoratif (voir en annexe l'article de Guy Noel PASQUET « *Du pain et des jeux* » (le sociographie 2018/4 pages 4 ;5)
27. Renzo TOSI : *dictionnaire des sentences latines et grecques*, traduit de l'italien par Rebecca LENOIR, précédé d'un petit essai impertinent sur les *proverbes* (*Vivre selon les proverbes*) de Umberto ECO (Ed Jérôme Million, Grenoble 2010, 1789 pages)
28. Au final le pouvoir d'engendrement de ces formes brèves est beaucoup plus longue et ce sont en réalité tous les monuments de l'existence humaine, les incommensurables de la vie individuelle et collective traités par ces milliers de sentences qui se sont accumulées et enrichies au fil des siècles et ont laissé de traces dans toutes les langues européennes, soulignant leur valeur universelle et intemporelle et que Renzo TOSI a structuré en 20 chapitres sur 1789 pages !
29. *il faut manger pour vivre et non vivre pour manger* (ibid. Renzo TOSI : article 1399, page 1034

30. « *En Afghanistan, un attentat pour qu'il n'y ait "plus aucun érudit"* (3/II/2020 Guillaume Delacroix, courrier international, Paris) voir annexe 7
31. « *Nigeria : ce que l'on sait de l'attaque djihadiste qui a **fait au moins 110 morts** : L'attaque perpétrée samedi **contre des civils** est la plus meurtrière de l'année, selon le coordinateur humanitaire de l'ONU.* » (France info Afrique AFP Reuter 30/II/2020)
32. « Suisse : attaque terroriste dans un grand magasin à Lugano : deux femmes blessées » (l'alsace. 24/II/2020) : « *Une Suissesse a attaqué ce mardi deux autres femmes, dont l'une au couteau, dans un grand magasin de Lugano, dans le canton suisse du Tessin, a annoncé la police régionale, qui a qualifié l'acte de "terroriste". L'une des victimes de l'agression a été grièvement blessée, mais sans que sa vie soit en danger, tandis que la deuxième présente des blessures légères, a précisé la police qui a dit avoir été alertée peu avant 14 heures. Selon les premiers éléments de l'enquête, **l'assaillante { la criminelle islamo fasciste NDLR} , âgée de 28 ans, a tenté d'étrangler de ses mains l'une des deux femmes et blessé la deuxième au cou avec un couteau.** D'autres clients de la grande surface ont réussi à maîtriser la suspecte, qui a été arrêtée. Cette femme de 28 ans est connue pour avoir déjà manifesté des sympathies à l'égard de l'organisation djihadiste État islamique. "Elle apparaît dans une investigation policière de 2017 en lien avec le terrorisme djihadiste", a précisé la police fédérale suisse, qui a affirmé lors d'une conférence de presse ce mardi soir que la nature "terroriste" de l'attaque ne faisait plus aucun doute.* »
33. Citations extraite du Canard enchaîné n°5220 du 25/II/2020 page 6 : « *Ne jouez pas avec les amulettes* », à propos d'un ouvrage qui vient juste d'être publié : « *L'Europe des superstitions : de la renaissance à aujourd'hui* » (Le Cerf éditions, 552 pages , 2020, sous la direction de Boris KLEIN, Philippe MARTIN, Sébastien ROMAN
34. Eugen FINK « *Le jeu comme symbole du monde* » (Edi. Minuit , 1993, 244 pages)

© **j.p.georges. martignoni-hutin jr.sociologue, décembre 2020, université lumière Lyon 2, ISH, Centre Max Weber(CMW)UMR 5283, équipe TIPO, Lyon, FRANCE**

Annexes

Annexe 1 =

Sans-dents" : Hollande se justifie, Trierweiler enfonce le clou Dans le livre "Un président ne devrait pas dire ça", François Hollande se justifie sur son utilisation de l'expression "sans-dents". Mais Valérie Trierweiler balance un SMS encore plus embarrassant.(l'obs I2/IO/2016 par LB)

Deux ans après la sortie de "Merci pour ce moment", le livre de son ex-compagne Valérie Trierweiler, François Hollande n'a toujours pas digéré l'épisode

des "sans-dents". En septembre 2014, la journaliste de "Paris Match" l'avait sévèrement taclé, révélant une conversation privée cruelle et très embarrassante pour le chef de l'État : *"Il s'est présenté comme l'homme qui n'aime pas les riches. En réalité, le président n'aime pas les pauvres. Lui, l'homme de gauche, dit en privé : 'les sans-dents', très fier de son trait d'humour"*, avait lâché Valérie Trierweiler. A l'époque, conscient de l'effet dévastateur du "trait d'humour", François Hollande - sans renier l'expression - avait évoqué un "mensonge" auprès de "l'Obs" : *« Cette attaque sur les pauvres, les démunis, je l'ai vécue comme un coup porté à ma vie tout entière [...]. Je ne veux pas qu'on puisse dire ou écrire que je me moque de la douleur sociale, car c'est un mensonge qui me blesse*», avait-il commenté.

Seulement voilà, ces fâcheuses paroles, François Hollande les a prononcées. Il s'en explique une nouvelle fois dans le livre de "confidences" des journalistes du "Monde" Fabrice Lhomme et Gérard Davet - "Un président ne devrait pas dire ça" (Stock), évoquant une nouvelle fois la "trahison" de Valérie Trierweiler. A le croire, la phrase aurait été sortie de son contexte et l'expression reformulée : *"Je lui ai dit [à Valérie Trierweiler, NDLR] : 'je vois les gens qui viennent vers moi dans les manifestations, ce sont des pauvres, ils sont sans dents."*

Manque de bol, Valérie Trierweiler n'a pas manqué une miette de la mise au point sémantique de François Hollande et réagit sur Twitter en publiant le contenu d'un SMS que lui aurait envoyé l'ancien Premier secrétaire du Parti socialiste en 2005 - avant d'envoyer un rectificatif plusieurs heures plus tard, c'était en fait 2008 (erreur mise sur le coup de son "émotion"). L'Élysée aurait dû se méfier, la journaliste avait déjà prévenu qu'elle détenait toujours de nombreux SMS mettant à mal les explications avancées par l'Élysée depuis septembre 2014 : *"Je suis avec ma copine Bernadette [Chirac, alors conseillère générale en Corrèze, NDLR] dans une grande manifestation dans son canton. Je lui ai fait un numéro de charme. Mais tu ne dois pas t'inquiéter. Dans son discours, elle a fait un lapsus formidable. Rire général, même chez les sans-dents.* «*Détail assassin : l'ancienne première dame ajoute la date et l'heure du SMS. A la minute près (mais pas l'année). Le suspense est terrible : mais comment François Hollande va-t-il se justifier cette fois-ci ?*

L.B.

Annexe 2 :

"Prothèses Macron": la fin des sans-dents, vraiment?

L'introduction du reste à charge zéro vise à universaliser l'accès aux soins dentaires. Beaucoup restent dubitatifs.(romain Scotto , l'express, 30/II/2018)

Quel est le jeu de hasard préféré des dentistes ? La roulette. Voilà une devinette qui aurait pu rester dans la salle d'attente des cabinets dentaires. Sauf qu'elle décrit assez bien l'incertitude dans laquelle baignent la plupart des professionnels du détartrage et de la pose de couronnes. Leurs doutes se résument en trois lettres : "RAC", acronyme désignant le reste à charge, soit la part que le patient paye de sa poche après remboursement des soins par l'assurance maladie et sa complémentaire.

À l'horizon 2020, il sera nul - le fameux "RAC zéro" dans le jargon des pros - pour les soins dentaires. Certaines prothèses aux prix plafonnés seront donc intégralement remboursées. Cette promesse du candidat Macron, qui s'applique également aux lunettes et aux prothèses auditives, s'est concrétisée en juin par un accord avec les syndicats, inclus dans le récent plan pauvreté du gouvernement. Un tournant "historique" selon le directeur de l'assurance maladie, Nicolas Revel. Un

"changement d'ère", glisse-t-on du côté de l'Ordre. D'un point de vue économique, la réforme risque effectivement de bousculer les habitudes maison. Le sujet sera d'ailleurs au centre des discussions ce vendredi, à l'occasion du Congrès de l'Association dentaire française, le raout annuel de la profession organisé à Paris. À l'origine du basculement, un constat alarmant : en France, soigner ses dents n'est pas à la portée de tous, puisqu'un assuré sur six y renonce, selon les statistiques de l'Assurance maladie*. La pose de prothèses est, pour beaucoup, devenue un luxe. Faiblement rémunérés pour les soins de base, dits préventifs (détartrages, caries, etc.), les professionnels ont progressivement concentré leur activité sur ces prothèses, plus rémunératrices, notamment lorsqu'elles sont synonymes de dépassements d'honoraires.

La crainte d'un retour à l'âge de fer

Alors si les dents sont chères, c'est la faute de ces "nantis" en blouses blanches, dénoncent les uns. Non, "si elles sont chères, c'est qu'elles ont un coût", répondent en chœur les intéressés. "Pour faire tourner un cabinet, il faut compter entre 200 et 300 euros de l'heure par fauteuil. Il n'y a pas à tortiller. Il y a des frais incompressibles. Encore une fois, c'est comme ça", assène Thierry Soulié, président de la Confédération nationale des syndicats dentaires (CNSD), pourtant signataire de ladite convention. Dans le détail, celle-ci prévoit trois "paniers" de remboursement : le premier, aux tarifs libres, regroupe les prothèses haut de gamme, non remboursables. Le deuxième, dit modéré, comprend les couronnes, bridges et dentiers de qualité supérieure à 550 euros. Le troisième, enfin, est celui du reste à charge zéro dans lequel on trouve les prothèses de qualité dite "standard" dont le prix sera plafonné à 500 euros. A ce prix-là, que mettra-t-on dans la bouche des patients ? C'est le débat qui agite actuellement le milieu et risque finalement de décevoir les bénéficiaires du RAC zéro, à qui on avait promis la fin des "sans-dents" durant la campagne présidentielle. Jusqu'à la fin de l'année, plusieurs réunions de travail sont prévues au ministère de la Santé, afin d'anticiper d'éventuelles failles. Et elles pourraient être nombreuses. "S'il y a un impact en termes de santé publique, il faudra y remédier", alerte déjà Steve Toupenay, secrétaire général de l'Ordre des chirurgiens-dentistes. Car certains praticiens dénoncent déjà un retour à l'âge de fer. Comprenez : à la pose massive de couronnes métalliques, du moins pour les molaires, puisque c'est le matériau proposé dans le cadre du RAC zéro.

"Le blanc, c'est dans les lavabos"

"Le métal n'a rien à faire dans une bouche en 2018. Et je doute que les patients apprécient", peste Patrick Solera, président de la Fédération des syndicats dentaires libéraux (FSDL). Dans son cabinet toulousain, il ne pose que quelques prothèses de ce type, chaque année. Généralement à des bénéficiaires de la CMU, quand il n'a "pas trop le choix." La pratique semble en effet hors d'âge. Techniquement, la salive provoque sur le métal une corrosion que la céramique ou le zircon ne connaissent pas. Esthétiquement, l'aspect "casserole" n'est pas non plus du plus bel effet. Et ne dites pas à Patrick Solera que ce qui est au fond de la bouche ne se voit pas. "Je peux vous dire que quand on baille, une vue plongeante sur des couronnes en métal couleur mobylette, ça se voit !" Voilà pour les molaires. Quant aux incisives et aux canines, là aussi les prothèses Macron font grincer. Impossible de proposer du métal à cet endroit, sauf à assumer le râtelier en acier de "Requin", l'ignoble tueur à gages de la saga James Bond. Pour un sourire décent, il faut nécessairement du blanc, même si on parle plutôt d'ivoire - "le blanc, c'est dans les lavabos", ce qui exige un recours au zircon ou à la céramique, deux matériaux plus nobles. Pour une couronne de qualité, comptez entre 600 et 700 euros. Or, le futur plafond se situe entre 440 et 500 euros. Les praticiens devront donc diminuer leurs coûts pour répondre à cette exigence. Pour cela, trois options s'offrent à eux.

Place aux prothèses asiatiques ?

Ils pourraient d'abord effectuer le même travail plus rapidement, ce qui semble difficile, à moins d'expédier les consultations. Ils pourraient aussi sacrifier le travail sur les dégradés, c'est-à-dire poser les couronnes sans qu'elles n'offrent un rendu naturel. Elles n'épouseraient pas la teinte de leurs voisines. Pour un sourire intégralement refait, type Berlusconi, pas de problème, le blanc lavabo non travaillé peut passer. Mais pour une canine isolée, impossible. "Alors, qu'allez-vous choisir ? La dent de Bugs Bunny ou une dent parfaitement intégrée à votre bouche pour que personne ne voie qu'elle est fausse, provoque Patrick Solera. Pour lui, c'est certain, une dérive se profile : "Des margoulines mettront des couronnes lavabos de partout." Avec - vision d'horreur - le risque de voir des dentistes remplacer des dents saines, comme cela a été dénoncé dans les centres *low cost* du type Dentexia, adeptes des surtraitements et des mutilations. Reste enfin l'option la plus probable : les dentistes pourraient réduire leurs marges, comme le préconise à longueur de rapports la Cour des comptes. Mais dans ce cas, certains promettent la fin du *made in France* et un approvisionnement en Indonésie, Chine, Thaïlande ou au Maroc, principaux exportateurs de couronnes à bas coûts. Les plus alarmistes évoquent déjà l'absence de traçabilité des produits, l'incertitude sur leur composition, et même le spectre d'un scandale sanitaire comparable à celui des prothèses mammaires PIP. Alain Amzallag, 62 ans dont 30 la fraise à la main, est de ceux-là. "Passionné par son métier", il reçoit à la pause déjeuner, dans son cabinet du XVII^e arrondissement parisien, pour exprimer son agacement : "On a tendance à nous traiter comme des grossistes qui achètent et revendent des prothèses. Ce n'est pas le cas ! Il y a un acte autour." Bientôt, c'est promis, il écrira une lettre ouverte à Emmanuel Macron. Il lui expliquera qu'il n'a plus posé de couronnes en métal depuis des lustres. Et que si demain, un patient lui réclame ce type d'équipement, il sera bien ennuyé. "Je l'orienterai sûrement vers quelqu'un qui le fait. Je serai bien obligé..."

Une dentisterie à deux vitesses

Pour les défenseurs du RAC zéro, il faut bien comprendre que l'aspect visuel n'est pas une priorité. Patrick Soulié l'admet, le métal ne l'a jamais emballé. Il préfère une jolie céramique travaillée. Mais l'urgence est d'abord sanitaire. "N'importe qui pourra comprendre que l'assurance maladie n'a pas le luxe de payer une superbe qualité esthétique pour tout le monde au fond de la bouche", argumente ce dentiste angevin en pesant chacun de ses mots. C'est qu'il ne voudrait pas accréditer l'idée d'une généralisation des soins *low cost* en France. Pour lui, les prothèses intégralement remboursées n'ont rien de honteux. Il jure même qu'il pourrait les porter un jour. En signant cette convention, "il n'a jamais été question de se moquer des patients. Je défends une profession médicale, l'accès aux soins ! Quand les gens ne peuvent se soigner, c'est la perte de la dent quand même ! Prenons l'exemple des voitures. Toutes celles qui sortent des usines ont des qualités qui permettent de freiner dans de bonnes conditions. Il n'y en a pas de mauvaise qualité. Mais il y a des variations de prix", image-t-il, rappelant au passage qu'il sera toujours possible de bénéficier de soins haut de gamme en y mettant le prix (dans le panier libre). D'un côté, des soins gratuits. De l'autre, des soins beaucoup plus onéreux. Voilà le tableau d'une dentisterie "à deux vitesses", calquée sur la fracture sociale du pays. Carine Milcent, économiste de la santé, n' imagine pas les dentistes refuser massivement les demandes de soins les moins rémunérateurs. Cela contreviendrait à leur code de déontologie. "Non, un même dentiste proposera des soins à bas coûts, dans le cadre du RAC zéro. Et pour compenser une éventuelle perte de revenus, il effectuera parallèlement des soins haut de gamme." Reste, bien sûr, la question du coût des complémentaires santé, dont la hausse est redoutée. Malgré les dénégations de la ministre, Agnès Buzyn, tout porte à le croire que les mutuelles réviseront leurs cotisations si la pose de

couronnes explose. Une étude du comparateur d'assurances Santiane penche en ce sens. D'ici à 2021, la réforme pourrait entraîner une hausse moyenne des tarifs de 7 %, ce qui ne manquera pas de faire réagir les associations de patients. Forcément très incisives, quand on touche à leurs dents.

Annexe 3 =

Les Choses de Georges PEREC : source : 7 mai 2020 Wikipédia l'encyclopédie libre)

Les Choses (originellement sous-titré *Une histoire des années soixante*) est un roman de Georges Perec publié en chez Julliard et ayant reçu le prix Renaudot la même année. C'est le roman de Perec qui a eu le plus grand succès. Georges Perec s'est rendu compte en écrivant son roman (qu'il ne qualifie pas de roman d'ailleurs), que la manière dont il faisait vivre les deux héros n'était ni plus, ni moins que sa propre façon de vivre à lui et à ses amis.

Georges Perec raconte la vie d'un jeune couple de psychosociologues (pour des enquêtes d'opinions) dans les années 60 ce couple vit à Paris, mais trouve sa vie monotone et rêve d'avoir toujours plus de choses, de partir en voyage, d'être riche... mais ils ne s'en donnent pas les moyens, essayant vainement de chercher une passion, un but, une idée à défendre pour donner un sens à leur vie. Puis Sylvie et Jérôme partent vivre en Tunisie afin de tester un nouvel emploi qui leur est proposé. C'est un échec. Ils reviennent donc en France, tout d'abord à Paris puis à Bordeaux où ils finissent par obtenir un poste bien rémunéré, mais les dernières lignes du roman laissent entendre que le confort matériel qu'ils ont enfin obtenu marque aussi le début d'une vie terne. Fait particulier de ce roman, ce ne sont pas les personnages qui prennent une grande importance mais ce sont les choses qui sont décrites durant plusieurs pages avec beaucoup de détails et de façon méticuleuse. Mais en vérité, les choses ne sont que des bibelots. L'emploi du conditionnel plonge le lecteur dans le rêve des personnages du roman. Finalement, ce sont eux les choses; ils ne s'attachent qu'à la recherche du bonheur matériel en oubliant la signification de la réelle satisfaction, et ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes.

Ce roman traite aussi de la recherche du bonheur à travers le consumérisme Les personnages sont matérialistes et leur besoin d'acheter est infini, non pas des objets, mais des marques. (source 2020 Wikipédia l'encyclopédie libre)

Annexe 4 :

« Du pain et des jeux » = Guy Noel PASQUET (le sociographie 2018/4 pages 4 ;5)

C'est Juvénal, auteur des *Satyres* vers 100-125 qui est l'auteur de cette expression « du pain et des jeux ». Si l'on reprend son texte, il dit, en latin bien sûr : « *Nam qui dabat olim imperium saces, legiones omnia nunt se ontinet, atque duas tantum res anxius optat panem, & circenfes* » qui est traduit en 1681 par La Valterie par (pp. 153-154) « *Le peuple qui faisait autrefois les empereurs, les consuls, les*

tribuns, enfin dont toutes les choses dépendaient, est trop heureux aujourd'hui d'avoir du pain, et il ne désire tout au plus que des spectacles » (pp. 153-154). Un peuple trop heureux d'avoir du pain et ne désire alors que du spectacle. C'était une façon, pour Juvénal, de se moquer du peuple qui n'avait plus d'autre préoccupation que le spectacle, le divertissement et ne se souciait plus de la vie de la cité, de la politique. Le spectacle du cirque pour satisfaire la plèbe sans avoir à justifier les décisions de l'empereur. Juvénal se garde bien de dénoncer les empereurs dans une époque où la liberté de la presse est un anachronisme. Mais s'en prenant à toutes les figures des populations, on devine entre les lignes sa critique acerbe de l'Empire romain et de ses empereurs.

On comprendra bien que ce qui m'intéresse ici, n'est pas tellement les faits historiques (quoi que... !), mais bien plus la façon dont des éléments d'histoire peuvent servir la compréhension de notre époque. Cette phrase de Juvénal a d'abord servi à s'en prendre à un peuple et non à ceux qui le gouvernaient. Donner du « pain et des jeux » à un peuple qui n'a plus de préoccupation politique, qui se moque de tout tant il est dans l'abondance et le divertissement, voilà une critique qui semble s'adresser à un peuple devenu décadent et qu'aucun pouvoir ne peut plus rien tirer. Une population plaintive, qui n'en a jamais assez et qui pourtant sombre dans l'inactivité, l'assistance, la sexualité, la drogue et ne pense qu'à se satisfaire dans l'opium sportif de leur équipe championne du monde !

Il faut attendre *Les frères Karamazov* de Dostoïevski (1994) pour que « du pain et des jeux » prenne le sens de satisfaire le peuple. Le « grand inquisiteur » prône l'efficacité sociale, autrement dit, il faut donner du pain et des jeux au peuple pour qu'il soit content. Il ne s'agit pas de rendre et défendre la liberté d'un peuple, mais de le conduire à la satisfaction pour qu'il soit repu et, par la même occasion, docile et malléable à souhait. Le peuple, incapable de savoir ce qui lui convient, est alors alimenté et diverti comme un animal domestique. La gamelle pleine et jouer avec lui le dimanche pour qu'il se tienne tranquille.

Dans les deux interprétations, le peuple est responsable de tous les maux ou le peuple doit être manipulé pour rester tranquille, il y a cette idée que le peuple doit en appeler à un tiers qui aurait un pouvoir que le peuple n'a pas. Le pouvoir de donner à manger et celui de jouer. Il y a l'idée qu'un peuple ne peut pas se suffire à lui-même, se nourrir par lui-même et jouer par lui-même. Il tirerait sa nourriture et son jeu d'une puissance supérieure : un empereur ou un dieu.

Une nourriture et un jeu « obtenu par la prière » sont une nourriture et un jeu « précaire ». La précarité vient, en effet, du latin *precarius* qui signifie « obtenu par la prière ». Tout ce qu'un peuple peut obtenir, il l'obtient d'un tiers supérieur. La France, championne du monde au football, parce que les joueurs sont des « dieux vivants », des êtres supérieurs (venus d'une autre planète ?) ; ils sont « monstrueux » ! La précarité signe la dépendance d'un peuple à des pouvoirs incarnés qui lui sont supérieurs par le contact qu'ils ont avec ces forces supérieures. En ce sens, le peuple n'est pas sujet. Il est objet du pouvoir. Même en démocratie, le ou les représentants ont un pouvoir supérieur, celui de l'intérêt général dont on ne sait jamais vraiment ce qu'il est et qu'on peut interpréter indéfiniment, mais qui est toujours considéré comme supérieur. Le règne des Présidents (d'États, de régions, de départements, de communes et même d'associations et d'entreprises) comme les supplétifs d'une supériorité.

La précarité, si elle est bien réelle et augmente pour un grand nombre d'entre nous, ne fait que désigner l'inachèvement du projet de la Révolution française : liberté, égalité et fraternité. Il semble que toutes les têtes de roi n'aient pas été coupées ! Ce qu'on appelle les « inégalités » ne sont en fait que la manifestation de supériorités qui mettent à genou un peuple en espérant qu'il prie pour obtenir... un

peu de pain et des jeux. Mais qui sait, la Révolution n'est peut-être pas finie et ne fait que commencer !

Annexe 5

« Casinos : les communes enregistrent des pertes sérieuses » (clémence Villedieu. 9/6/2020 lagazettedescommunes.co)

extraits

Les 190 casinos en France ont rouvert mardi. Il était temps. Déjà, les pertes connues sont conséquentes, voire pour certaines communes, dramatiques.

Coronavirus : après l'urgence sanitaire, le choc financier

Les casinos étaient fermés depuis le 14 mars et au-delà de la déception des accros aux jeux d'argent, pour les 200 communes d'accueil, les pertes financières ne sont pas anodines. En 2018, selon le syndicat patronal, Casinos de France, l'activité des casinos a versé un montant de 1,25 milliard d'euros, soit 54,39 % du produit brut des jeux, au profit des budgets de l'État et des collectivités territoriales, soit plus de 250 millions d'euros pour la CSG et la CRDS, 742 millions pour l'État et 262 millions pour les communes. Cette perte fiscale s'accompagne de perte de loyers, de taxe de séjour ou encore de ressources liées à la suppression des animations (activité obligatoire pour les casinos (...))

Annexe 6

Casinos : pour le député Didier Quentin, l'État doit compenser aux communes (Ronan Chérel 27/11/2020 sud-ouest.fr)

En Charente-Maritime, le député roannais interpelle Bruno Lemaire sur le délai dans lequel le dispositif entrera en vigueur. Fermés pendant les deux confinements, soumis à des contraintes sanitaires entre les deux, les casinos souffrent et, avec eux, les communes, dont les recettes provenant des casinos ont fondu. « À titre d'exemple, cela se traduira par une perte de l'ordre d'un million d'euros pour la seule Ville de Royan », illustre le député (Les Républicains) Didier Quentin. Le problème touche aussi La Rochelle, Châtelailon, Fouras, Saint-Trojan-les-Bains, La Tremblade-Ronce-les-Bains et Jonzac.

Quid d'autres mesures ?

L'État a pris en compte cette baisse prévisible de recettes pour les collectivités. Comme Didier Quentin le rappelle au ministre de l'Économie, l'article 21 de la loi de finances rectificative de 2020 prévoit de compenser aux communes des pertes de recettes « liées aux conséquences économiques du Covid-19 ». *Il est précisé que, pour chaque commune, cette dotation est égale à la différence, si elle est positive, entre la somme des produits moyens perçus entre 2017 et 2019 et la somme des mêmes produits perçus en 2020* » Didier Quentin constate néanmoins que « le décret d'application semble n'avoir toujours pas été publié pour la mise en œuvre de ce dispositif ». Le député s'inquiète donc par courrier auprès de Bruno Lemaire du délai dans lequel sera pris ledit décret. Le parlementaire roannais souhaiterait aussi connaître, « en cas de fermeture prolongée » des casinos, « les dispositions complémentaires pouvant soutenir nos collectivités territoriales ».

Annexe 7:

En Afghanistan, un attentat pour qu'il n'y ait "plus aucun érudit"
(3/II/2020 Guillaume Delacroix, courrier international, Paris)

Une vingtaine de personnes ont été tuées par trois assaillants, lundi 2 novembre, dans l'université de la capitale afghane. Pendant ce temps, à Doha, les négociations de paix se poursuivent entre le gouvernement afghan et les talibans. Les faits se sont produits lundi 2 novembre, en milieu de journée. Trois hommes armés de kalachnikovs ont "pénétré vers 11 heures sur le campus" et tiré dans toutes les directions "durant six heures". Leur cible principale "semble avoir été la faculté de droit". **L'attaque a fait 19 morts, principalement des étudiants**, et au moins 22 blessés.

Annexe 8:

Oubliés, méprisés, sacrifiés - Salariés de casinos et clubs de jeux : les invisibles de la République

Communiqué de la FEC-FO - Section fédérale Casinos et Cercles de Jeux FO, employés et cadres, 25/II/2020

L'allocution présidentielle d'hier au soir ne laisse, une fois de plus et une fois de trop, que peu d'espoir pour l'intégralité des salariés de casinos et clubs de jeux qui comme de coutume, n'ont pas été cités une seule fois. Il semblerait que ces mots soient « diaboliques » et péjoratifs. Pourtant nos activités sont respectables, sécurisées et transparentes. Dans ce contexte, les salariés se sentent invisibles et méprisés et pourtant ils ont un visage. Cette situation génère une profonde détresse psychologique dont seul le gouvernement est à l'origine. On meurt du Covid (de moins en moins fort heureusement) mais on meurt également de l'oubli. Nous avons le sentiment d'être invisibles aux yeux de l'exécutif, traités comme les parias de la République.

Aujourd'hui, nous ne comprenons plus sur quelle base se prennent les décisions de réouverture. Il est en effet surprenant de voir, qu'à contraintes sanitaires égales, certaines activités puissent reprendre et d'autres non. Alors quel est le critère objectif retenu ? Dans ce contexte, rien ne justifie pour notre activité, le maintien sous le régime de fermeture administrative. Absolument rien, sinon de fugaces préjugés fondés sur une image tronquée et désuète et qui engendrent des décisions aussi déraisonnables que disproportionnées. D'ailleurs, nous pourrions nous questionner sur le bien-fondé de certaines réouvertures, pour lesquelles nous subodorons un clientélisme destiné à préparer les prochaines échéances électorales.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des licenciements de masse, et ce phénomène va encore s'accélérer. Aucune politique sanitaire ne peut se révéler juste, dès lors qu'elle se fonde sur un postulat de départ totalement erroné. Aucun cluster dans les casinos et clubs de jeux, voilà la réalité. Il est aujourd'hui déterminant que nous puissions rouvrir toutes les activités de jeux (traditionnels, automatiques ou électroniques) dès le 15 décembre 2020 durant les périodes hors couvre-feu entre 7h00 et 21h00. Dans le cas contraire, le gouvernement devra assumer la pleine et entière responsabilité de ses décisions. La colère est aujourd'hui incontrôlable, et il n'est rien de pire que des salariés poussés au désespoir. Nous ne revendiquons pas plus de droits que d'autres secteurs, mais simplement un traitement équitable qui tient compte de la réalité

© j.p.georges. martignoni-hutin jr.sociologue, décembre 2020,
université lumière Lyon 2, ISH, Centre Max Weber(CMW)UMR 5283, équipe
TIPO, Lyon, FRANCE
